

L'école comme lieu privilégié de socialisation

Jocelyne ROBERT

Professeur (HEC) en Ressources humaines et organisation.

Co-Présidente de l'UER Management.

HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège et Centre interdisciplinaire de formation des enseignants (CIFEN)

Ecole et violence scolaire

Pour ce numéro de la Revue «Education-Formation», nous avons voulu aborder un thème d'actualité, celui des violences scolaires. Nous souhaitons, contrairement à l'avis d'un certain nombre, souligner combien l'école, comme lieu privilégié de socialisation, doit pouvoir remplir son rôle vis-à-vis de tous même dans les situations difficiles. Tous les moyens doivent lui être apportés pour ce faire. L'école se doit d'avoir un rôle actif et de contribuer à la gestion d'un certain nombre de problèmes sociaux, dont celui de la violence scolaire. En effet, s'il nous semble injuste de mettre la pression sur l'école et ses enseignants en considérant plus ou moins implicitement qu'ils pourraient être responsables des incivilités auxquelles ils doivent faire face tous les jours, il nous semble tout aussi injuste, voire socialement dangereux, de considérer que tout le monde n'a pas sa place à l'école et que l'école ne peut plus représenter pour certains un lieu de socialisation privilégié.

C'est donc un thème controversé que nous abordons, thème qui nous semble être dans la ligne de publication de la Revue «Education-Formation». Peu de revues existent où, à propos de l'enseignement, se croisent et s'entrecroisent des avis multiples, des théories

diverses, des points de vue divergents. C'est à partir de ces échanges d'idées que les réflexions, les pensées et les apprentissages se construisent, qu'elles influencent nos pratiques lesquelles viendront, à leur tour, relancer les débats.

Deux raisons nous poussent à aborder ce sujet. Premièrement, ce thème se révèle chaque jour de plus en plus d'actualité. Deuxièmement, ce thème renvoie au rôle de l'école. Or, ce rôle, rappelons-le, est de préparer la vie en société et la construction de celle-ci. Le rôle joué par l'école est ainsi politique, social, économique et culturel. Il nous semble dès lors urgent, dans un souci de démocratie, de rétablir les priorités là où elles doivent l'être et de reconnaître à l'école, son statut et son rôle privilégiés.

L'école en question

Les «violences» à l'école ou aux alentours de celle-ci semblent être de plus en plus souvent à la une de l'actualité. Il ne s'agit plus seulement de brimades ou de provocations verbales mais aussi parfois de violences physiques graves : coups de couteau, jets de projectiles, agressions physiques. Si les étudiants en sont le plus souvent les victimes, les enseignants se révèlent également susceptibles d'être agressés. Plus

Dans le dispositif, il s'agit de placer effectivement l'usager au centre des préoccupations en rompant avec une logique de concurrence et d'opacité du marché. Il nous apparaît en tant que Service public qu'il est essentiel pour une politique partenariale publique que les actions développées par les partenaires puissent contribuer au bien commun.

Ce qui veut dire

- Un souci permanent de l'usager de la part de tous les partenaires. L'intérêt des institutions devant passer au second plan.
- La transparence vis à vis de l'usager et des autres partenaires sur leur offre, leur produit, leur finalité, leurs critères d'accès, les acquis obtenus. Cette transparence est d'ailleurs la condition pour pouvoir construire des filières et des passerelles indispensables à la réalisation d'un parcours d'insertion efficace.
- Et enfin le développement de lieux de concertation avec les usagers en développant des actions de participation et de citoyenneté qui permettront également d'adapter l'offre aux besoins des personnes directement concernées.

Accords institutionnels de portée régionale.

Il s'agit ici d'accords cadre visant des publics ou des problématiques spécifiques. Epinglons à titre d'exemple les conventions cadre AWIPH-Forem Conseil, Forem conseil-CPAS ou encore les conventions cadre avec Lire et écrire afin de lutter contre l'analphabétisme ou encore celles liant Forem conseil avec les Régies de quartiers en vue de l'insertion socioprofessionnelle de personnes particulièrement éloignées de l'emploi.

Le nouveau contrat de gestion 2006-2011 du Forem conforte encore ces nouvelles orientations.

Les Ministres de tutelle ont confié au FOREM des **objectifs ambitieux**, que ce soit au niveau de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, des offres d'emploi à gérer, de la formation. Ils incitent le Forem à contribuer à un **meilleur fonctionnement du marché de l'emploi**, avec comme objectifs **la croissance économique, l'augmentation du taux d'activité et d'emploi et l'inclusion sociale**.

Ils ont également voulu que ce nouveau contrat de gestion **intègre les réalités actuelles du marché de l'emploi** ainsi que les **orientations politiques du Plan Marshall et des Plans stratégiques transversaux** liés au développement du capital humain et à l'inclusion sociale.

C'est d'ailleurs dans le cadre du plan stratégique numéro trois (PST3) relatif à l'inclusion sociale que le service des relations partenariales a lancé un appel à projets relatifs à l'alphabétisation, au français langue étrangère et à l'obtention du Certificat d'Etude de Base.

globalement, l'école vit dans un climat de violence quand elle se voit vandalisée, climat d'autant plus délétère que l'école est fréquentée par de très jeunes enfants commençant à peine leur scolarité.

Au-delà des statistiques et de l'importance quantitative plus ou moins grande de ces événements que l'on aimerait considérer comme très exceptionnels, transparaît une image de l'école empreinte à certains égards d'incertitudes et de dangers. L'école, lieu protégé, se trouve mise en question. L'école, lieu de socialisation, d'apprentissage des règles et des normes, de préparation à la vie professionnelle, lieu de formation et d'éducation, se sent menacée. Ce sentiment de menace que l'on pourrait associer aisément à celui de fragilité apparaît comme plus ou moins explicite, plus ou moins caché. Sujet tabou s'il en est, la «fragilité» de l'école ne peut être évoquée, elle relève du caché, du non-dit, de l'inavouable. Atteindre l'école, c'est atteindre les institutions qui l'ont créée, c'est mettre en cause l'État, c'est toucher une des institutions par excellence où l'on apprend les règles de la vie en société, où l'on apprend les savoirs de base, où l'on se forme à l'exercice d'un métier.

L'école souffre : «l'école malade de l'échec», l'école sous analyse : «l'école à l'épreuve de la sociologie», l'école en pleine déroute : «le barbare et l'écolier». Le ton se veut parfois humoristique, il n'en reste pas moins grinçant. «Je suis comme une truie qui doute» écrit ce professeur en pensant à l'une de ses élèves «dépassée» par l'école. Ce ne sont que quelques titres... Ils permettent cependant de souligner combien les aspects moins positifs de l'école se voient mis en évidence alors que le problème, la cause réside de plus en plus «ailleurs», dans une société «anémique» dirait Durkheim.

Un problème de société

La situation de l'école se révèle comme la face visible d'une situation sociale analysée aujourd'hui depuis de nombreuses années :

- mise en cause d'un système social protecteur qui assurait et continue encore aujourd'hui, pour une large part, à garantir un minimum de moyens d'existence et ce en relation directe ou indirecte à l'exercice d'un emploi;
- fragmentation et dualité de la société associée au positionnement difficile, à certains points de vue, de la classe moyenne;
- rapport à l'école qu'entretiennent les élèves et leurs familles, rapport marqué par la marchandisation de l'école et son rôle «utilitaire» par rapport à l'emploi;
- évolutions des nouvelles technologies de la formation et de l'éducation laissant supposer que tout peut s'apprendre en dehors des murs de l'école, que les connaissances sont à la portée de tous à travers un écran d'ordinateur à condition de pouvoir «surfer» sur le net;
- statut et position sociale des enseignants considérés comme moindres que précédemment, rémunération et reconnaissance moins valorisantes que pour d'autres professions;
- situation où les institutions comme la justice, l'armée, la classe politique, les administrations liées à l'État mais aussi les «grands personnages» sont susceptibles de tomber de leur piédestal, d'être mis en cause.

La société connaît ainsi des transformations mises en évidence dans des ouvrages aux titres évocateurs : «la crise de l'État Providence», «Le nouveau Moyen-Âge», «Une société en quête de sens», «Une société juste?».

Les liens entre la société et l'école ont sans cesse été analysés. «Crises de la société, crises de l'enseignement» écrivait Viviane Isambert-Jamati.

Il y a tout d'abord les limites physiques de l'école : ce qui se passe devant les portes, à l'extérieur de l'école et ce qui se passe derrière les portes d'entrée de l'école. Un ancien élève agressé sur le trottoir devant l'établissement, un élève victime de racket devant l'école, une émeute autour de la voiture d'un enseignant sont autant d'exemples d'événements qui concernent directement l'école même s'ils se produisent à l'extérieur de l'école. Les limites physiques de l'école «cachent», aux yeux de l'extérieur, les délits se produisant à l'intérieur de l'école, derrière les portes : abus d'élèves sur de plus jeunes, d'enseignants à l'égard d'élèves, d'élèves à l'égard d'enseignants ou d'éducateurs, dégradations multiples.

Les limites physiques définissant le pourtour de l'école protègent l'école. Les limites sont cependant floues : ce qui se passe à l'extérieur de l'école peut concerner l'école, ce qui se passe à l'intérieur de l'école est influencé par l'environnement : intrusions extérieures, appel aux forces de l'ordre, utilisation des téléphones portables, etc.

L'école est un lieu privé. L'école prend aussi à certains moments les allures d'un lieu public. Les limites internes/externes ne se voient-elles pas remises en question quand des mesures décriées par les forces de l'ordre elles-mêmes donnent à ces dernières le rôle principal de «gestion» des conflits faute d'avoir pu «prévenir» suffisamment tôt les situations qui surgissent. N'y avait-il pas d'autres moyens, d'autres pistes de solutions à explorer?

L'école est un lieu en interaction avec son environnement mais aussi un lieu d'«enfermement», un lieu de «surveillance», un lieu avec ses règles, ses normes : règles et normes communes aux différents lieux d'enseignement mais aussi règles et normes différentes faisant de chaque établissement d'enseignement un

lieu spécifique, faisant de chaque entité un lieu unique. Les interactions quotidiennes au sein de l'école construisent chaque jour celle-ci. Elles en font un lieu de communication et d'échanges, elles lui permettent de devenir un lieu de construction et de renforcement des identités, un lieu de socialisation et d'apprentissage des règles et des normes de vie en société, des règles et des normes de vie professionnelle.

Plusieurs questions se posent :

- Quels sont les échanges qui se produisent entre l'interne et l'externe et qui ont un impact ou qui sont liés aux événements «violents»?
- Comment l'école intègre-t-elle les changements liés à la communication? Aujourd'hui, les événements médiatisés sont décrits en direct, l'événementiel domine. Les échanges se font par téléphone portable, SMS, ou par l'intermédiaire de blogs. Comment l'école se situe-t-elle par rapport à cette situation?
- Comment caractériser les échanges que l'école passe avec son environnement extérieur?
- Quelle est l'incidence des règles et des normes spécifiques d'un établissement sur la définition d'«événements violents», sur la recherche de solutions?
- Quels sont les liens entre les normes et règles de l'école et les normes et règles de la société?
- Comment l'école construit-elle ses limites?
- Comment l'école gère-t-elle le passage de l'interne à l'externe et inversement?
- Comment l'école définit-elle et gère-t-elle ses partenariats?

L'école comme lieu de socialisation

L'école est définie comme un lieu de socialisation par excellence, socialisation en partie primaire en complément de la famille, socialisation secondaire, en

préparation à l'exercice d'une profession.

A partir du moment où nous posons la question du rôle de socialisation joué par l'école, nous pouvons nous poser la question de savoir quels sont aujourd'hui les acteurs réels ou virtuels qui contribuent à exercer cette fonction de socialisation? Quels sont les lieux de socialisation des élèves? Quelle est l'attitude de l'école par rapport à ces lieux? Y fait-on référence? Ont-ils leur place lors des débats? L'école est-elle en phase ou pas avec ces acteurs? Comment les élèves parlent-ils des lieux de socialisation? Quelle importance leur accordent-ils? L'élève se trouve-t-il face à des règles contradictoires? Comment fait-il ses choix?

Caractère «pluriel»

L'individu est amené aujourd'hui à jouer plusieurs rôles, il se construit également à partir de différents lieux de socialisation. Plus les lieux d'appartenance se démultiplient, plus les rôles se diversifient et sont susceptibles, dirons nous avec Bernard Lahire, d'être «pluriels» mais aussi éventuellement contradictoires. De même, les institutions correspondent à des lieux de socialisation multiples où s'entrecroisent des acteurs «pluriels» aux intérêts multiples et parfois divergents. De ces «rencontres» sont susceptibles de naître des tensions, des oppositions, des conflits mais aussi des potentialités de créativité.

Les individus, «héritiers» de capitaux sociaux, économiques et culturels, échangent, à partir des positions qu'ils occupent, des points de vue divergents et parfois contradictoires. Ils «traduisent» et interprètent la position des autres acteurs, leurs points de vue, leurs propos et leurs actions à partir de leurs propres grilles d'interprétation. A partir du moment où les interprétations sont légitimement susceptibles de se démultiplier, les identités apparaissent plus complexes et le mode de communication à adopter plus difficile à

mettre en œuvre. Les règles, pour autant qu'on les ait acquises un jour, deviennent plus difficiles à définir, les normes perdent de leur spécificité et les modes de vie en commun relèvent parfois davantage du «bricolage» que d'une socialisation ayant favorisé la transmission de règles et de normes relativement précises.

Dans un environnement complexe, les «ajustements» demandent d'avoir «intériorisé» des registres différents. Les règles «incorporées» au fur et à mesure de la socialisation, l'«habitus», constituent une grille de lecture importante. Il s'agit aussi, pour les acteurs, d'utiliser les moyens dont ils disposent de manière adéquate et ce dans un contexte d'autant plus émotionnel que l'on se trouve en situation de conflit.

Un lieu de pouvoir

L'école est un lieu de pouvoir. On peut citer le pouvoir de l'institution scolaire qui applique et édicte des règlements, qui répartit les élèves en différentes catégories (selon la réussite, selon le suivi d'options, selon la participation à telle ou telle activité, selon la manière de parler, de s'habiller, selon les fréquentations, etc.). L'école est le lieu où s'exercent différents pouvoirs liés chacun à un statut : la direction, l'enseignant, le proviseur, les éducateurs, les psychologues. L'école est lieu d'exercice de pouvoirs où chaque élève doit trouver sa place.

L'école est un lieu où les élèves peuvent acquérir du pouvoir de façon officielle par la participation dans les différents conseils mais aussi par leur capacité à convaincre, par les réseaux qu'ils mettent en place, par leur motivation, par leur implication, par toute une série de moyens que consciemment ou inconsciemment ils ou elles élaborent. Certains utiliseront des sources de pouvoir moins acceptables, comme la menace ou la force qu'ils exerceront à l'égard des

enseignants, des éducateurs ou de la direction ou à l'égard d'autres élèves. Ces pratiques peuvent être plus ou moins cachées, plus ou moins revendiquées, plus ou moins intentionnelles. En se comportant de cette manière, les élèves créent un lieu où s'exerce un pouvoir parallèle, pouvoir concurrent à l'autorité du système scolaire officiel. Cet exercice du pouvoir parallèle se révèle d'autant plus important que celui ou celle qui le revendique est rejeté, voire s'exclut, du système officiel. Ce pouvoir s'exercera d'autant plus longtemps que celui ou celle qui le pratique le mettra en œuvre habilement, évitant la confrontation directe, utilisant des manières de faire plus ou moins tolérées. Il s'agit de gérer les limites afin de rester dans le jeu, de détourner les règles officielles à son avantage ou à l'avantage du groupe auquel on appartient, groupe qui édicte ses propres règles d'appartenance et de fonctionnement. L'école est ainsi un lieu d'apprentissage de la vie en société et de l'exercice du pouvoir, de l'acquisition des règles et des limites qu'une gestion démocratique du pouvoir implique.

La recherche de sens

La disparition des systèmes de pensée globaux pourvoyeurs de sens, la disparition des idéologies qui contribuaient à donner du sens aux actions des individus renforcent encore, selon nous, le rôle de l'école. Cette difficulté qu'éprouve l'individu et plus particulièrement un certain nombre de jeunes à trouver du sens dans une société où prime l'individualisation, l'«individuation», implique pour l'individu de trouver des repères et du sens à l'existence dans «la sagesse» nous dit André Comte-Sponville ou dans l'affection que l'on donne aux autres explique Luc Ferry. Ceci permettrait-il de créer des valeurs sociales sur lesquelles reposerait la société? Par ailleurs, il est des situations où les liens familiaux et amicaux sont devenus si minces, voire tellement conflictuels qu'ils ne permettent pas

d'adhérer à des valeurs «significatives», de rêver des projets, de les définir et de les réaliser. Quand la distance entre la vie des individus et celle dont ils rêvent est trop grande, quand les règles (ou l'absence de règles) qui constituent leur quotidien ne correspondent pas à celles de l'école ou à celles de ceux qui à leurs yeux «réussissent», il s'agit de rechercher ailleurs des normes et des règles ou, face à la complexité, d'y renoncer.

En plus d'être un lieu de socialisation, l'école constitue un lieu de vie, pourvoyeur de sens, dans un environnement trop chaotique. Ceci tout particulièrement pour les plus défavorisés susceptibles d'être aujourd'hui rejetés de l'école ou relégués dans des filières «stigmatisantes» associées à des comportements violents. Le risque de cette relégation ne fait qu'accroître rancunes et violences. Ceci se révèle d'autant plus vrai pour ceux qui semblent rejeter l'école mais qui en ont fait un lieu d'expression de leurs oppositions, qui en ont fait un lieu de recherche d'identité. Il est dès lors logique d'assister à des oppositions d'autant plus importantes, à des «violences scolaires» d'autant plus exacerbées que le dernier lieu de socialisation légitimée par la société qui leur semblait accessible est un lieu où ils ne trouvent pas leur place et dont ils sont susceptibles d'être exclus.

Plus qu'elle ne le pense, l'école doit rester ainsi un lieu essentiel de socialisation. La demande existe de la part des parents et des élèves, le succès des internats en est un indicateur parmi d'autres.

En conclusion, il importe dès lors, selon nous, dans la perspective tracée par Habermas, d'envisager à tous les niveaux de l'institution scolaire la création de lieux d'échanges, de concevoir la classe comme un lieu d'échanges, comme un lieu de créativité et de définition de projets, comme un lieu de gestion de conflits et d'apprentissage des règles, comme un lieu de création

